



AUTOTESTS en lycée :

dans ces conditions, c'est NON car raisonnablement et pratiquement IMPOSSIBLE !

Le déroulé actuel de la mise en place des opérations préparatoires au déploiement des autotests dans les lycées, que ce soit pour les personnels comme pour les élèves, confirme malheureusement les inquiétudes exprimées par les organisations syndicales représentatives des personnels de direction. Cette situation inquiète car elle n'apporte aucune garantie à la montée en charge de tests dont nous avons accepté le principe dans un communiqué le 29 avril dernier.

La diffusion des premiers autotests se déroule de manière erratique selon des calendriers incertains avec des livraisons au fil de l'eau, inégales sur le territoire, et en général avec des contingents qui sont sans rapport avec les besoins potentiels.

Les conditionnements que nous découvrons (des tests par blocs de 6 ou de 10) sont inadaptés à des gestions individuelles tant pour les personnels (pour lesquelles nos autorités académiques nous demandent donc de dresser des priorités...) que les élèves et sont susceptibles d'entraîner des manipulations incompatibles avec des organisations de masse et dans des conditions d'hygiène qui interrogent. De même, la confidentialité des résultats qui ne peut être respectée, impacte fortement le dispositif.

Tous ces éléments défavorables s'ajoutent aux difficultés déjà annoncées qui sont relatives aux personnels mobilisables, aux lieux ou espaces à réserver, ou aux organisations pratiques dans un cadre sanitaire sécurisé.

Enfin, nous constatons que certaines autorités académiques tentent, par des injonctions peu appropriées, d'imposer des mises en place dans des établissements en dépit de tout ce qui pourrait les rendre très difficiles voire impossibles à formaliser.

Dans ces conditions, le SNP DEN, ID-FO et le Sgen-CFDT conseillent très fortement aux collègues de ne prendre aucun risque avec ces opérations en ne les réalisant que si toutes, et uniquement toutes, les conditions sont remplies au regard des préconisations sanitaires. Nos organisations constatent en effet aujourd'hui que ces conditions minimales et les moyens nécessaires ne sont pas réunis et qu'il est inconséquent de pousser les personnels de direction à les mettre en place en dépit de tout. Elles demandent donc au ministère de revenir sur les directives données et de mettre un terme aux injonctions. Nous revendiquons donc de laisser la possibilité aux équipes de direction d'adapter les modalités localement en fonction des contraintes de leurs EPLE.

Nos organisations ont toujours le sens du pragmatisme, la volonté d'approches raisonnables et le souci de préserver la situation d'ensemble des personnels de direction. Elles demandent donc au Ministre de partager ces approches et de prendre sur ce sujet les mesures adaptées à la réalité du moment et au souci partagé de préserver au mieux la santé des élèves et des personnels.



Philippe VINCENT
Secrétaire général

SNPDEN-UNSA



Franck ANTRACCOLI
Secrétaire général

ID-FO



Catherine NAVE-BEKHTI
Secrétaire générale

Sgen-CFDT